FRC.
11213
Cac
FRC
1767

RÉPONSES

Des Citoyens DUBOIS-DUBAIS *&* BRIEZ, *Représentans du Peuple Français, Députés par la Convention Nationale aux Armées de la République, sur la Frontière du Nord.*

A L'ADRESSE

AUX FRANÇAIS,

Du Général Prince de SAXE-COBOURG, *Commandant en Chef les Armées de l'Empereur & de l'Empire, &* A SA LETTRE *aux Commissaires de la Convention Nationale.*

THE NEWBERRY
LIBRARY

RÉPONSE

Des Citoyens DUBOIS-DUBAIS *&* BRIEZ, *Repréſentans du Peuple Français, Députés par la Convention Nationale aux Armées de la République, ſur la Frontière du Nord; du 7 Avril* 1793, *l'an* 2e *de la République Françaiſe.*

A l'Adreſſe aux Français, du Général Prince de SAXE-COBOURG, Commandant en chef les Armées de l'Empereur & de l'Empire.

GÉNÉRAL,

PAR votre dernière adreſſe aux Français, en date du 9 de ce mois, vous dites que » votre déclaration du 5 précédent étoit un témoignage public de vos ſentimens perſonnels pour ramêner le plutôt poſſible, le calme & la tranquillité de l'Europe ».

Cette aſſurance, qui n'eſt que le langage ordinaire de la politique des Cours, eſt complétement démentie par les faits; car ce n'eſt point en outrageant un peuple paiſible, en le forçant de prendre les armes pour défendre ſes droits les plus légitimes & ſa ſouveraineté, qu'on rétablit le calme & la tranquillité de l'Europe;

c'eſt ainſi, au contraire, qu'on y porte le trouble & la déſolation.

Par le ſecond paragraphe, vous dites que » vous y avez manifeſté d'une manière franche & ouverte, votre vœu particulier, pour que la Nation Françaiſe ait un gouvernement ſolide & durable », c'eſt-à-dire, Général, un gouvernement à votre manière & à celle des Deſpotes.

Mais ce gouvernement, que vous voudriez pour le peuple Français, établi par la force, & qui conſéquemment lui ſeroit en horreur, pourroit-il-être ſolide & durable comme vous l'eſpérez, & le peuple ne ſe ſouleveroit-il pas à chaque inſtant pour le renvenſer ? ainſi votre but ſeroit manqué, parce-qu'il ne peut y avoir de gouvernement ſolide & durable, pour un peuple énergique & puiſſant, que celui qui eſt de ſon choix. Mais vous eſt-il permis de vouloir pour la Nation Françaiſe ? & lui préſenter pour un bonheur, ce qui ſeroit réellement ſon malheur ; & prétendriez-vous ainſi vous rendre l'arbitre & le juge de ſon gouvernement ? à elle ſeule ſans doute appartient le droit de juger & d'adopter celui qui lui convient le mieux, & ce droit, aucune puiſſance de la terre ne peut le lui conteſter ni l'anéantir, parce qu'il eſt auſſi fort que la raiſon, auſſi durable que la juſtice, & auſſi ancien que la nature. Elle ſoutiendra donc celui qu'elle a adopté contre toutes les entrepriſes quelconques. Le

nombre de ſes ennemis ne l'épouvante pas; les revers ne l'abattent pas; elle peut ſubir des défaites; des traîtres peuvent lui en occaſionner, mais elles ne ſerviront qu'à relever ſon courage & à donner plus d'activité à ſon énergie. Cette Nation puiſſante veut être Libre; ſes reſſources ſont immenſes, & la République ſortira triomphante, ou ſera enſevelie ſous un monceau de ruines. Qu'y gagneront donc les puiſſances coaliſées dont vous la menacez.

» Vos ſentimens ont été méconnus », dites-vous. A quel titre prétendez-vous les faire reconnoître lorſque vous méconnoiſſez vous même ceux du Peuple Français ? de qui tenez vous le droit de lui dicter des lois ? il ne ſe mêle pas des vôtres, ni de votre gouvernement; mais vous, au contraire, reconnoiſſez la légitimité de ſes droits & ſa ſouvraineté inaliénable; ou plutôt laiſſez-le Libre & paiſible, ſans vous mêler de ce qui le regarde. Alors, Général, vous prouverez véritablement que vous voulez ramener le calme & la tranquillité de l'Europe.

Vous déclarez formellement que » l'état de guerre qui ſubſiſte entre la cour de Vienne, les puiſſances coaliſées & la France, ſe trouve dès-à-préſnt malheureuſement rétabli ». Cette déclaraion a droit d'étonner la Nation Françaiſe; car vous n'avez fait aucun traité avec elle, ni avec aucun agent reconnu de ſa part. Vous ne penſez

pas ſans doute qu'elle doive reconnoître des actes combinés dans le ſecret, avec des traîtres, ou avec des hommes ſans miſſion légale.

Vous parlez d'hommes pervers». Comme vous, Général, nous reconnoiſſons qu'il en exiſte ; mais la Patrie ſaura déjouer tous leurs perfides projets; les réſultats n'en tourneront qu'à leur honte, & ſans doute au profit de la République. Nous ajoutons encore à ces vérités, que les ſeules cauſes du bouleverſement dont vous vous plaignez, ne peuvent être attribuées qu'aux prétentions illégitimes des puiſſances coaliſées. Ce ſont elles qui provoquent journellement ce bouleverſement par leur conduite tyrannique & hoſtile, & par leurs intrigues. Qu'elles abandonnent, encore une fois, leur ſyſtême, & tout bouleverſement ceſſera bientôt, au dehors comme au dedans de la République ; l'ordre & le calme s'y rétabliront, les Lois reprendront la vigueur qui leur convient, & le peuple content ne s'occupera plus que de jouir en paix du nouveau gouvernement qu'il a adopté.

Vous parlez, Général, » de vos armées victorieuſes». Il n'y a pas longtemps encore que nous pouvions parler auſſi de nos victoires. Les armes ſont journalières; aujourd'hui vous êtes victorieux, demain ce ſera nous. Au ſurplus les défaites d'un peuple libre valent les victoires des deſpotes. Dans toutes les parties de la République, leurs armées retrouveront les plaines

de la Champagne. Celles que la République a sur ses frontières ne sont que l'avant-garde de la Nation. Rome a vu Annibal à ses portes, & Rome est restée libre. La ville de Paris a quatre-vingt mille Citoyens dans son sein disposés à combattre, à vaincre ou à mourir plutôt que de cesser d'être Libres & Républicains; & Paris, ensevelí sous ses ruines, se retrouvera dans chaque Ville de la République avec la même résolution.

Nous applaudissons, Général, à la déclaration que vous faites, « de faire observer la plus rigoureuse discipline sur le territoire Français, & de punir toute contravention avec la dernière rigueur ». Ces sentimens de votre part ne seront point méconnus de la Nation, & ils obtiendront de la sienne le tribut d'estime & d'éloges qu'ils méritent. Nous regrettons seulement que ces mêmes sentimens n'aient pas eu leur effet la campagne dernière, & que les brigandages les plus opposés aux droits de la guerre & de l'humanité qu'elle comporte, aient été commis avec l'atrocité la plus révoltante. (*)

Vous parlez de « votre franchise & de votre lovauté, qui vous obligent à donner à votre

(*) Il faut que l'on sache quel est le résultat de cette promesse; c'est que depuis que les hostilités sont recommencées, les Autrichiens pillent, assassinent, violent & mutilent avec plus d'atrocité qu'ils aient jamais fait. C'est ainsi que l'on doit compter sur la parole des despotes ou de leurs agens.

adreſſe toute la publicité dont elle peut être ſuſceptible ». Ces mêmes ſentimens, dont nous ferons preuve dans toutes les circonſtances, nous forcent également à donner la même publicité à notre réponſe ; afin que l'Europe entière reconnoiſſe & les erreurs funeſtes qui dirigent vos attentats contre l'eſpèce humaine, & les principes éternels qui réglent la conduite de la Nation Françaiſe. Il faut que l'univers même reconnoiſſe que ſes prétentions ſont auſſi légitimes que celles des Puiſſances coaliſées ſont abſurdes & tyranniques, & que c'eſt à elles ſeules que l'on doit imputer tous les maux qui ont exiſté, qui exiſtent encore, & ceux qui réſulteront des malheureuſes ſuites de la guerre.

La Nation Françaiſe veut la paix ſans doute, elle abhorre le redoutable & trop cruel fléau de la guerre ; mais elle veut une paix honorable & digne d'elle, & dont ſur tout la condition préliminaire ſoit de reconnoître ſa ſouveraineté & ſon gouvernement Républicain. Ainſi, Général, quand vous & les Puiſſances coaliſées voudront véritablement & de bonne foi le calme & la tranquillité de l'Europe, elles le prouveront & l'obtiendront par tout autre voie que celles de la force & de la menace.

Il ne s'agit pas ſeulement, Général, de faire preuve de votre loyauté & de votre franchiſe. Un grand Général doit vouloir plus, c'eſt de ſe montrer juſte & rigoureux obſervateur des droits

de la guerre. Il eſt donc vrai que vous ne poſſédez point à titre de conquête, ni à aucun titre légitime quelconque les Citoyens *Quinette*, *Lamarque*, *Bancal* & *Camus*, Députés du peuple Français, & le Général *Beurnonville*. La plus lâche & la plus noire des trahiſons les a mis entre vos mains ; vous ne devez pas en profiter, & votre ame loyale doit repouſſer avec horreur le plus infâme des attentats. Nous avons donc tout lieu d'eſpérer, Général, que vous ſatisferez ſans délai à cet acte de ſouveraine juſtice, que commandent les droits les plus ſacrés des Nations civiliſées. L'hiſtoire ancienne nous offre ce trait de vertu d'un Général qui renvoya à ſa Nation, pieds & mains liés un traître qui avoit voulu livrer à des ennemis de jeunes Citoyens dont l'éducation lui étoit confiée. Il ſeroit ſans doute digne de vous, d'être cité d'une manière ſemblable dans l'hiſtoire de la guerre actuelle, en rendant libres & à leur pays les Citoyens que nous réclamons.

Signés, *Dubois-Dubais* ; *Briez*.

LETTRE

Écrite par le Général Prince de Saxe-Cobourg Commandant en chef les armées de l'Empereur & de l'Empire.

Aux Commissaires de la Convention Nationale de France pour les Frontières du Nord.

Au Quartier-général de Bouſſu, le 12 Avril 1793.

MESSIEURS!

JE n'ai point regardé le Général Dumouriez comme un traître. Il n'a jamais parlé chez nous, que du bonheur de sa Patrie. C'est sur cette base respectable qu'a reposé son entreprise. C'est d'après ce vœu que je l'ai reçu & que vous devriez le juger. Vous différez d'opinions, voilà tout son crime. Ses principes le rappeloient à cette Constitution qui fut votre idole. Il y voyoit le bonheur de la France & le repos de l'Europe. Il n'y a pas là de quoi le livrer à l'infamie & à la mort des scélérats. Il n'a jamais été entendu avec nous, & nous nous sommes battus de manière à prouver que nous n'étions pas d'intelligence. Vous l'accusez dans vos proclamations d'avoir voulu livrer sa Patrie :

la première condition, dès qu'on s'eſt rapproché, que lui & les Généraux qui l'ont ſuivi, ont ſolemnellement poſée, c'eſt qu'ils ne conſentiroient jamais que d'autres Puiſſances ſe mélaſſent de l'organiſation intérieure de votre gouvernement, ou qu'on entamât l'intégrité de la France. Ils n'ont pas varié depuis.

Quant aux quatre Commiſſaires de la Convention Nationale, leur ſort eſt entre vos mains. J'en appelle ſur tous ces objets, des réſolutions violentes, tyranniques & paſſionnées de quelques uns des Membres de votre Aſſemblée, à ceux qui parmi vous aiment véritablement leur patrie. Puiſſent-ils trouver les moyens de faire ceſſer les convulſions qui déchirent la France, & bouleverſent le reſte de l'Europe. C'eſt là mon vœu autant que le vôtre.

Le Maréchal-Commandant les armées de S. M. l'Empereur & de l'Empire.

Signé, *Pr.* COBOURG, *Fd. M.*

RÉPONSE
A LA LETTRE.
DU GÉNÉRAL PRINCE DE SAXE-COBOURG.

Valenciennes, le 13 Avril 1793, l'an 2e. de la République Françaiſe.

LES CITOYENS DUBOIS-DUBAIS ET BRIEZ,

Repréſentans du Peuple Français, Députés par la Convention Nationale aux Armées de la République, ſur la frontière du Nord,

Au Général Prince de SAXE-COBOURG, Commandant en chef les Armées de l'Empereur & de l'Empire.

GÉNÉRAL,

LES Citoyens Députés auxquels vous avez adreſſé votre Lettre en date d'hier, ne ſont plus à Valenciennes; nous les y avons remplacés, mais nous partageons les mêmes ſentimens qu'eux; nous avons les mêmes devoirs à remplir, les mêmes ſermens à ſoutenir, & nous tenons les mêmes pouvoirs de la Repréſentation Nationale de la République.

Nous convenons avec vous, Général, que différer d'opinions n'eſt pas un crime : car le crime légal n'eſt attaché qu'aux actions. Auſſi eſt-ce d'après ſes actions coupables & criminelles aux yeux de toutes les Nations, aux vôtre mêmes, que Dumouriez a été voué à l'infamie comme un traître ; il pouvoit ſe couvrir de gloire en ſervant utilement ſa patrie & en mourant pour elle, s'il l'eut fallut. Il s'eſt à jamais couvert d'opprobre en eſſayant de la perdre.

Il commettoit un grand crime, ſeulement en prétendant mettre ſa volonté à la place de celle de la Nation, pour lui donner un gouvernement tel qu'il fût. La volonté d'un Général d'armée, contre les autorités légales, fût-elle même bonne, eſt une violation de tous les principes & un grand attentat contre la Souveraineté Nationale.

Mais qu'a voulu Dumouriez ? tout ce que veulent nos ennemis les plus irréconciliables ; ſéduire nos troupes, les diriger contre leur patrie, nous donner un nouveau Tyran, ſe combiner avec nos ennemis pour remplir ſes criminels deſſeins ; que pouvoit-il faire de pire ? Le coupable Lafayette qu'il a condamné & voué lui-même à l'infamie en avoit-il fait autant ? n'avoit-il pas juré auſſi fidélité à la République & obtenu la confiance des Français, à ce ſeul titre ? . . . Général, vous profitez de ſa perfidie, mais vous ne la lui pardonnez pas.

Vous nous parlez de cette Conſtitution qui

fut dites-vous, notre Idole. Elle eſt tombée en ruines par la faute même de ceux qui la voudroient aujourd'hui & qui ne la vouloient pas alors. Elle ne pouvoit être durable puiſqu'elle contenoit, pour un Peuple qui vouloit la Liberté toute entière, des vices deſtructifs d'elle-même. La Nation en a fait un cruel eſſai qui l'en a dégoutée pour toujours. Elle a voulu le Gouvernement Républicain, elle l'a jurée, elle le ſoutiendra ou s'enſevelira ſous ſes propres ruines.

Sur ce que vous nous dites de quelques Membres de la Convention Nationale. Nous vous obſervons qu'elle eſt une, indiviſible ; nous n'y connoiſſons que des Membres dirigés par lamour de la Patrie ; & la violence de ſes débats, dont perſonne n'a droit de ſe mêler, n'en eſt qu'une preuve de plus ; mais tous ſont toujours d'accords ſur les objets d'intérêt général, & ſont réſolus de vivre & mourir Républicains.

Vous nous dites, Général, que le ſort de nos quatre Collègues eſt entre nos mains ; nous n'en ſommes pas inquiets, parce qu'ils ſont ſous la ſauve-garde de la ſouveraine juſtice & de la loyauté de nos ennemis, à laquelle nous croyons fermement : au ſurplus, Général, nous avions déja préparé une réponſe à votre adreſſe aux Français, du 9 de ce mois, nous la joignons à cette lettre ; peſez mûrement tout ce qu'elle contient, & vous y reconnoîtrez tous les vrais

principes qui doivent diriger les Nations, les unes envers les autres & dont nous sommes vivement pénétrés.

Signés, *Dubois-Dubais*; *Briez*.

Valenciennes, de l'Imprimerie H. J. Prignet.